



ARRETE MUNICIPAL

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RELATIF A UN DEPOT DE BENNE

- PLACE DU 19 MARS 1962 -

Le Maire de la commune de Domont, Frédéric BOURDIN,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles, L2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2212-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs généraux de la Police Municipale,

VU le Code de la route, en vigueur, et notamment les articles R417/9, 10, 11, 12 et 13 réglementant le stationnement de tout véhicule à l'arrêt et sa mise en fourrière en cas d'infraction,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, portant sur la signalisation temporaire,

VU le règlement communal de voirie du 25 mai 1998,

VU le règlement départemental de voirie du 23 janvier 1998,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise EUROPEENNE DE BATIMENT – 870 rue Marcel Paul 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE – Monsieur Omar KIKHA 01 43 63 59 08 travaux2@edbatiment.fr d'installer

- une benne,
- A la hauteur de la place du 19 mars 1962 à Domont.

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement des voies du territoire de la commune de Domont durant la période des travaux,

CONSIDERANT que la mise en place de la benne aura lieu :

- Du vendredi 15 mars au mardi 10 septembre 2024 inclus,
- Pour l'entreprise CDC HABITAT – 33 avenue Pierre Mendès France 75013 PARIS

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prescrire toute mesure utile afin d'assurer la sécurité publique.



ARRETE

ARTICLE 1 :

Pour la mise en place de la benne :

- **L'entreprise EUROPEENNE DU BATIMENT est autorisée à installer une benne,**
- **A la hauteur de la place du 19 mars 1962 à Domont,**
- **Du vendredi 15 mars au mardi 10 septembre 2024,**

ARTICLE 2 :

Le cheminement des piétons ne devra en aucun cas être entravé par la benne, une largeur de 1m devra être maintenue pour laisser libre le passage des piétons.

ARTICLE 3 Les ouvrages mis en place devront être éclairés et installés de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux (ni au nettoyage des caniveaux), ni au libre accès d'autres équipements publics ou d'intérêt général liés à la voirie et aux réseaux divers.

ARTICLE 4 :

Quel que soit le mode de stationnement (alternat ou autre), le pétitionnaire devra déposer la benne de manière à respecter la règle en vigueur.

ARTICLE 5 :

Pour protéger le revêtement du sol, la benne devra être posée sur des bastaings de bois.

ARTICLE 6 :

La durée du dépôt de la benne à gravois n'excédera pas la durée figurant sur la notification du présent arrêté. Faute d'exécution dans ce délai, et sauf reconduction de l'autorisation, celui-ci sera réputé retiré.

ARTICLE 7 :

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tout matériel, matériau et débris, réparer tout dommage éventuellement causé et rétablir, à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

ARTICLE 8 :

La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par la pétitionnaire des conditions énoncées aux articles ci-dessus.



Services Techniques
DB/CBA – ARR – 2024 – 078

ARTICLE 9 :

Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourra être poursuivi par contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

ARTICLE 10 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 :

Les conditions financières : la redevance est calculée conformément à la délibération n°2023-046- du 4 juillet 2023. Le pétitionnaire s'oblige à acquitter une redevance d'occupation du domaine public qu'il devra verser à la commune. Les éléments servant de base à son calcul sont les suivants :

- Date début d'occupation :	vendredi 15 mars 2024,
- Date de libération :	mardi 10 septembre 2024,
- Soit 180 jours d'occupation du domaine public,	
- Unité :	m ² ,
- Soit 10 m ² x 3 places =	30 m ²
- Tarification :	3.40 €/m ² /jour
- Soit	3.40 x 30 m ² x 180 jrs
- Montant total =	18 360 €.

Un titre de recettes sera émis par le service des finances de la ville dès que la date de l'occupation est passée. Le titre est transmis par le trésor public et est payable à réception.

ARTICLE 12:

Une copie du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Domont,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Domont,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Domont,
et tous les agents de la Force Publique, chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Domont le 4 mars 2024

Rendu exécutoire du fait de :

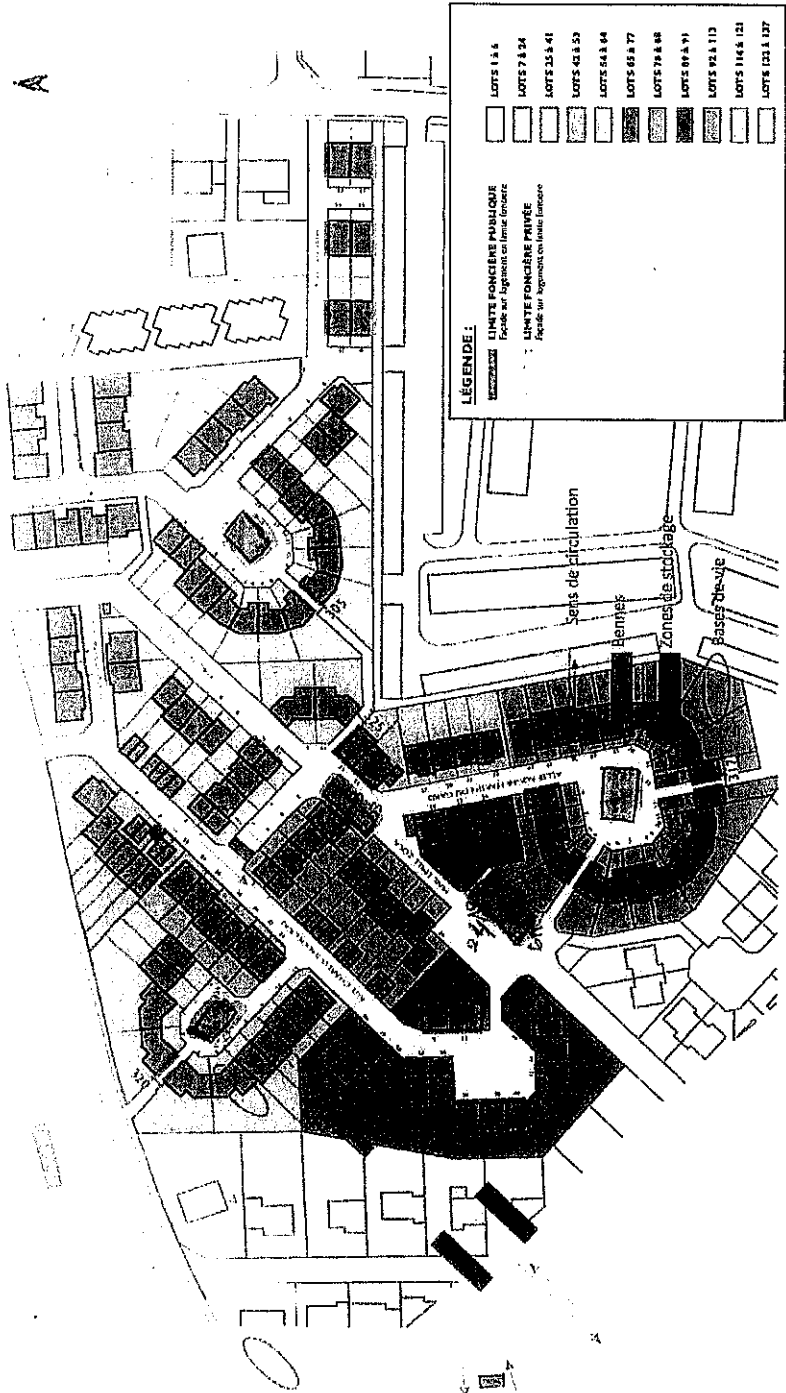
Son affichage le : 12/03/2024

Sa notification le : 12/03/2024

Signé – par délégation
Le directeur Général des Services



Michelle HINGANT
Adjointe au Maire
Déléguée aux Services Techniques,
aux Espaces Verts, à l'environnement,
à la propreté urbaine, au fleurissement
et à l'accessibilité.



LÉGENDE

LIMITE FONCIÈRE PUBLIQUE
 Facile sur l'alignement ou limite foncière
 LIMITE FONCIÈRE PRIVÉE
 Facile sur l'alignement ou limite foncière

LOT 1 à 6
LOT 7 à 24
LOT 25 à 41
LOT 42 à 53
LOT 54 à 64
LOT 65 à 77
LOT 78 à 88
LOT 89 à 91
LOT 92 à 113
LOT 114 à 121
LOT 122 à 127

Base de vie :

- 5 Allée Roger Martin Du Gard
→ 65.69m²
(Bureau de chantier, vestiaire, sanitaires) / Effectif = 10
- 8 Place Pignolet → 87.49m²
(Vestiaires, réfectoire, sanitaires) / Effectif = 15

Plan d'installation du chantier

REHABILITATION DES RESIDENCES DOMONT 1 ET DOMONT 2
137 LOGEMENTS INDIVIDUELS - 95330 DOMONT



X 3 places de Stationnement I Place Claude Debussy
 X 3 places de Stationnement II 13 MAIL EMILE ZOLA
 + 3 places de Stationnement III Place du 19 mars 1962
 60 m² pour zone Stockage II 24 MAIL EMILE ZOLA